

# GRAND DÉBAT NATIONAL

Les propositions  
du MEDEF



# Notre bilan du Grand débat

- **Grande implication des adhérents :  
133 débats sur tout le territoire**
- **Des centaines de propositions portant sur :**
  - la fiscalité
  - le pouvoir d'achat
  - l'organisation/l'efficacité des services publics
  - la transition écologique

# Notre diagnostic de la crise actuelle

# Le triple paradoxe français 1/3

- 78 % des Français jugent la **société injuste**
- Pourtant les écarts après redistribution n'évoluent pas voire régressent : les 10 % les plus riches gagnent 5,7 fois plus que les 10 % les plus pauvres après redistribution
- Car la France prélève **48 % du PIB en impôt**
- Et le partage de la VA en entreprise est stable (rapport des partenaires sociaux)
- Ce qui caractérise notre pays **c'est le déterminisme social** : 63 % des français pensent que la réussite sociale est jouée d'avance et l'OCDE le confirme

## Le triple paradoxe français 2/3

- La France dépense **57 % de sa richesse** dans les services publics et les prestations sociales
- Mais est **mal classée** ou régresse dans un certain nombre de **classements internationaux** où la sphère publique intervient (éducation)
- Notamment dans les fonctions publiques en raison d'un système de management insuffisant et d'une **faible productivité** (temps de travail)

## Le triple paradoxe français 3/3

- Bien qu'en baisse, le taux de chômage demeure très supérieur aux pays comparables (8,8 %)
- Mais ce taux élevé masque des différences géographiques fortes : 2 millions d'emplois ont été créés entre 1999 et 2011 **mais la moitié dans 30 bassins d'emploi**, qui sont au plein emploi
- Cette surconcentration s'explique en partie par une tendance mondiale de **métropolisation de l'économie**
- Mais elle est amplifiée en France par la structure et la croissance de la fiscalité : poids de la fiscalité locale sur **les moyens de production**

**Les entrepreneurs du MEDEF proposent  
un choc fiscal et de décentralisation  
pour recréer de la richesse à partager  
dans les territoires et redémarrer  
l'ascenseur social**

# Notre proposition

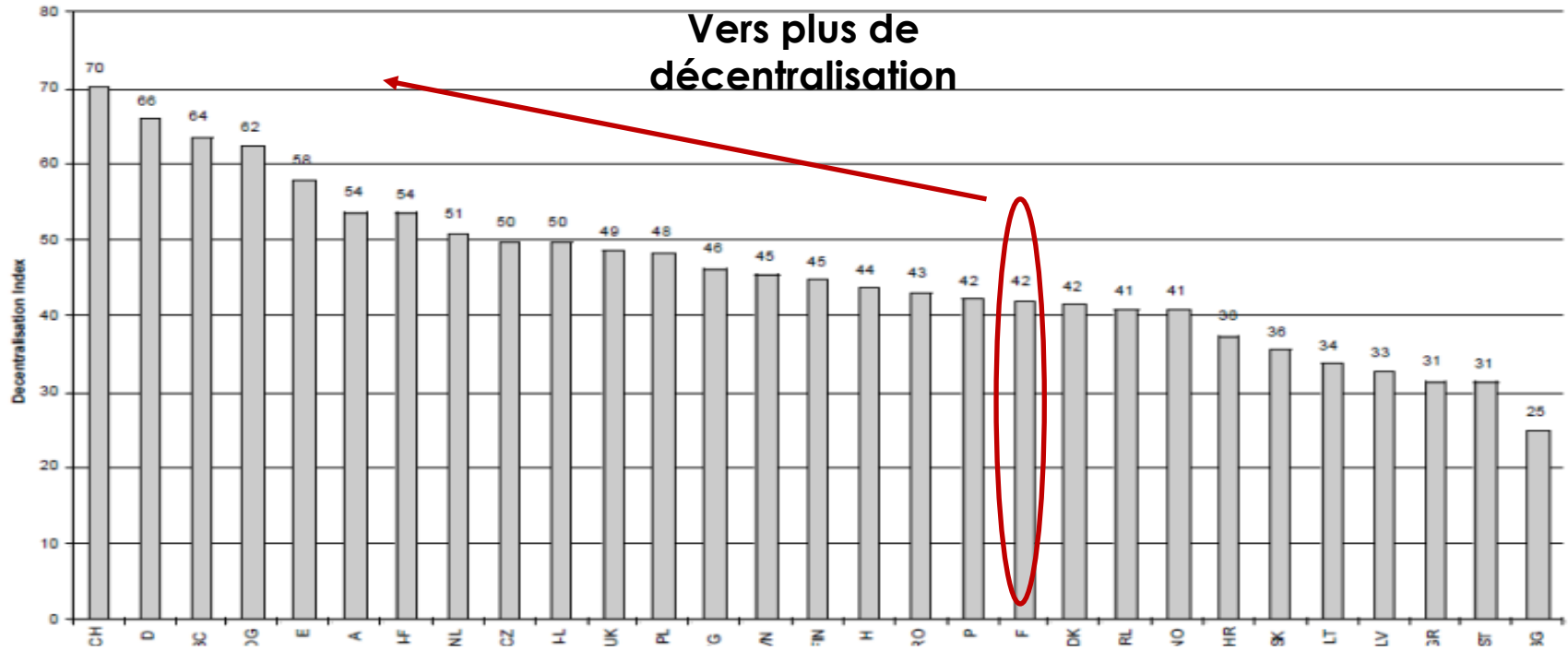
- **2 ambitions**
- **7 impératifs**
- **Des propositions concrètes**



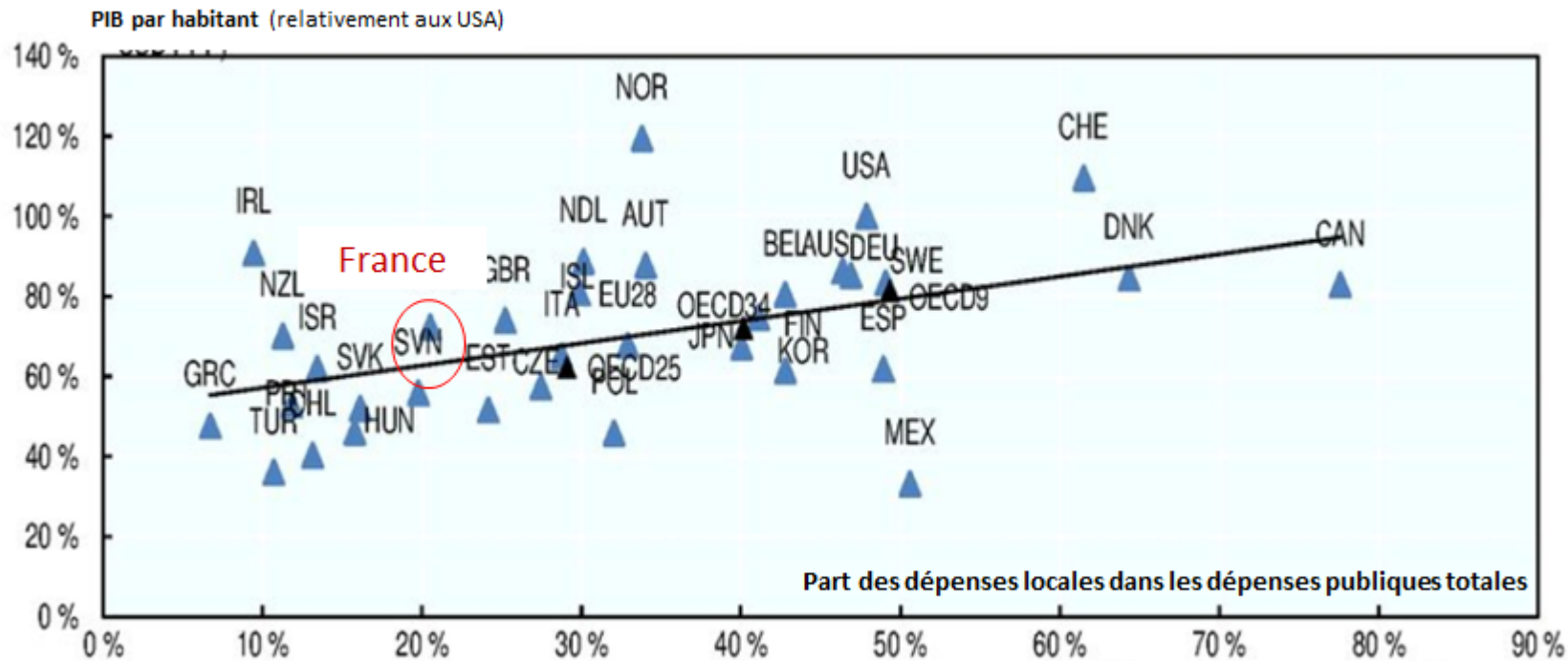
# 1<sup>ère</sup> ambition

Réussir  
enfin la décentralisation

# Contrairement à ce que l'on croit et après plusieurs actes de décentralisation, la France reste un pays centralisé



# Plus la décentralisation est élevée plus le PIB/habitant est élevé



## Notre proposition : réussir enfin la décentralisation

Une autonomie financière et une contrainte d'équilibre budgétaire forte pour les collectivités territoriales afin de renforcer leur pouvoir de décision sans augmenter la pression fiscale



**BÉNÉFICE**

Rétablir de la confiance dans notre démocratie et améliorer l'efficacité du secteur public

## Six principes pour une décentralisation réussie

- Pour chaque niveau, des compétences et des financements exclusifs
- Une règle d'or budgétaire qui responsabilise les élus
- Un approfondissement de la compétence économique des régions (fiscalité des entreprises, emploi, formation) pour renforcer l'attractivité des territoires
- Un recentrage de l'État sur ses fonctions de stratégie et de conception des politiques publiques
- Un encouragement à regrouper les échelons infrarégionaux (fusion)
- De la transparence et du contrôle à tous les échelons, et de la pédagogie sur la gestion publique locale

## **2<sup>ème</sup> ambition**

**Baisser fortement la fiscalité  
sur les ménages et les entreprises**

## Un constat d'échec des politiques budgétaires depuis 30 ans :

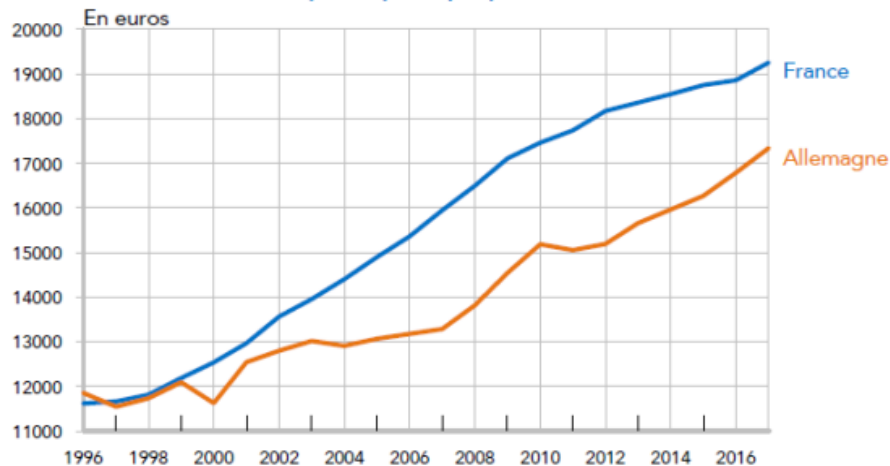
- **Record des PO à 48,2 % du PIB** et à 56,5 % des dépenses publiques
- **Comptes publics les plus dégradés de l'UE** : près de 100 % de PIB de dette et plus de 3 % de déficit en 2019
- **Chômage de masse, à près de 9 %** en 2018, et près de 20 % pour les jeunes
- **Croissance potentielle faible à 1,3 % du PIB**

## Un « ras-le-bol » fiscal très largement partagé :

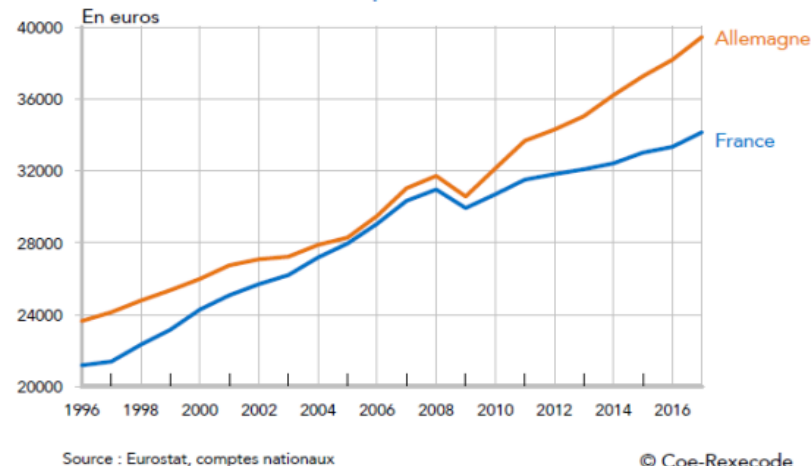
- **90 %** des Français jugent urgent de réformer en profondeur le système fiscal
- **74 %** des Français estiment nécessaires de baisser les dépenses de l'État pour baisser les dépenses publiques

# Comparé à l'Allemagne, trop de dépenses publiques et pas assez de PIB

## 1.2. Dépense publique par habitant



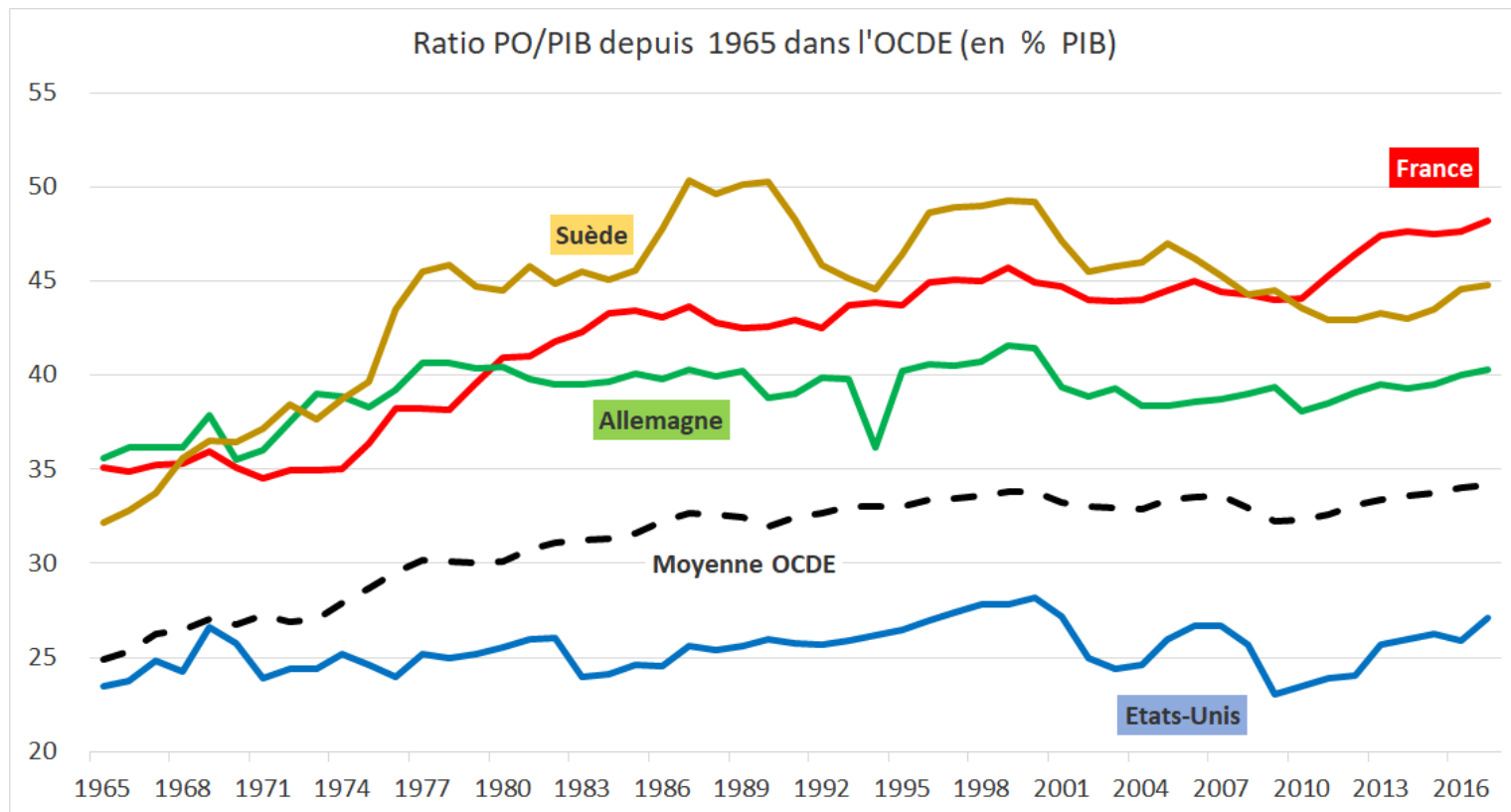
## 1.3. PIB par habitant



Source : Rexecode

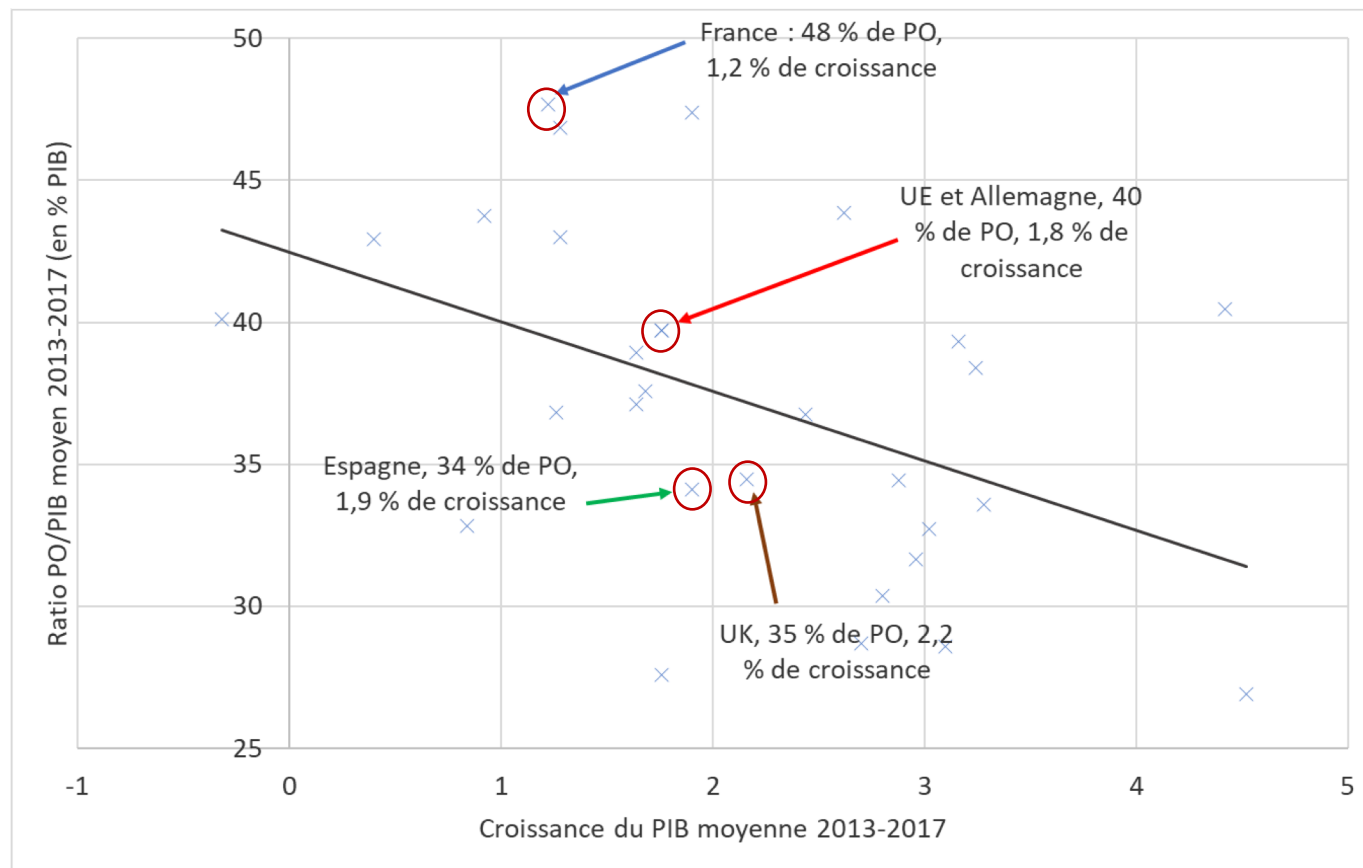


# La France atteint un record quasi historique de PO dans l'OCDE



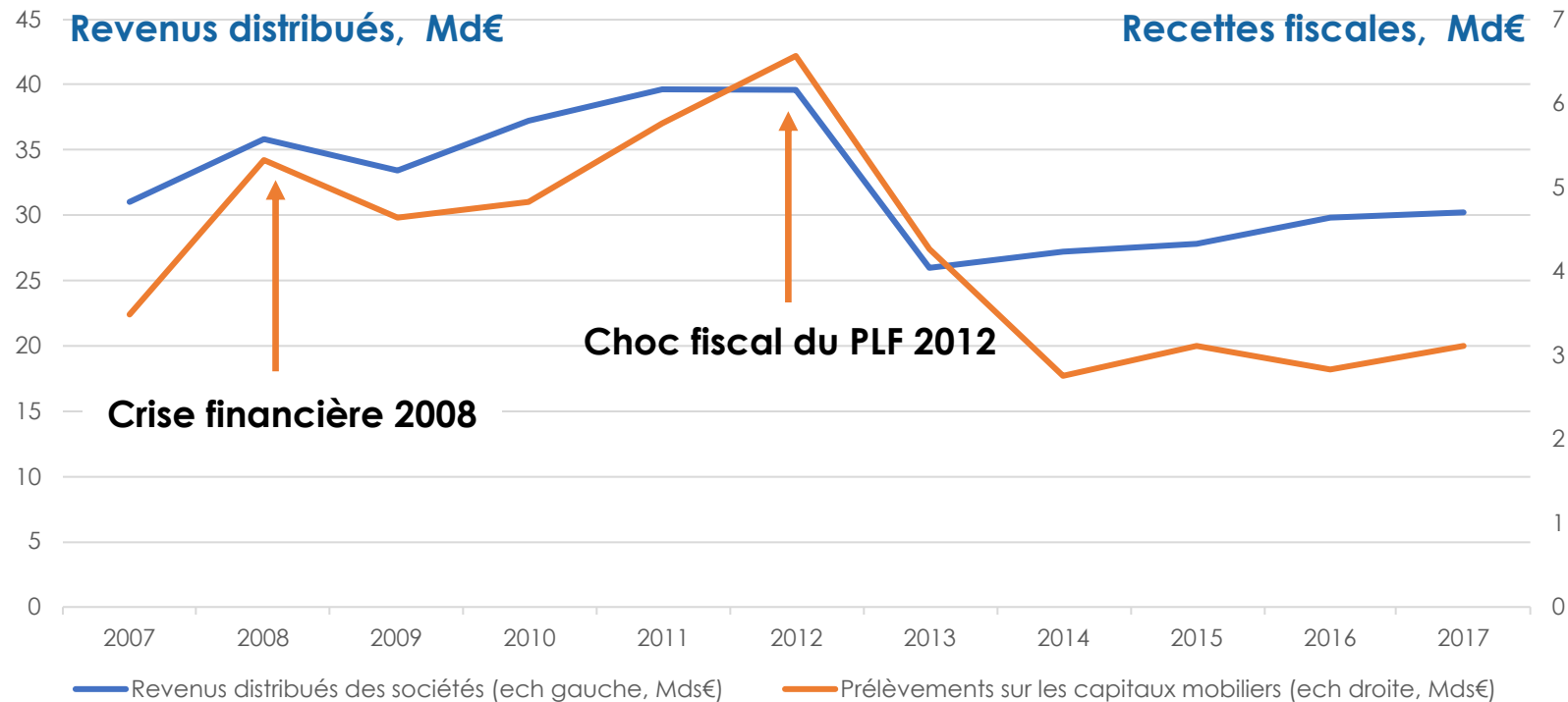
Source : OCDE

## Le niveau de PO est un frein à la croissance



Source :  
calculs MEDEF,  
données  
Eurostat

# Trop d'impôts tue l'impôt : ex. avec revenus du capital en 2013



# Notre proposition : un programme équilibré de rétablissement économique

Se traduisant par :

- **Un volet compétitivité de 2 pts de PIB**
  - **1 pt de PIB (environ 23 Mds€) de baisse des cotisations salariés** pour rendre du pouvoir d'achat et de la compétitivité
  - **1 pt de PIB de baisse des impôts de production** pour soutenir l'emploi dans les territoires
- **Un volet efficacité/responsabilité permettant 2 pts de PIB de baisse des dépenses publiques** (réforme des régimes sociaux, réforme de l'organisation de la sphère publique...)
- **Un volet investissements publics de 1 pt de PIB, permis par des retours d'impôts**, étalée sur 5 ans (formation, transition écologique, infrastructures) et largement orientée vers le développement des territoires

- **Des effets positifs, forts et durables sur la croissance et l'emploi**
  - À court terme, grâce aux gains de trésorerie pour les ménages et les entreprises qui vont investir davantage, mais aussi grâce aux effets bénéfiques sur la confiance que les modèles de calculs de l'Etat ne prennent pas en compte
  - À moyen et long terme : en augmentant l'offre productive dans le privé et le public, avec des effets d'entraînement sur l'investissement, l'emploi, l'innovation et la confiance
- **Une croissance potentielle plus forte sur la durée**
- **Un débat nécessaire sur les politiques économiques européennes (commerce, concurrence, marché intérieur...)**

# Plan de mesures sur 7 impératifs

1. Redémarrer l'ascenseur social
2. Booster le pouvoir d'achat
3. Recoller les morceaux d'une France fragmentée
4. Desserrer la pression sur les logements
5. Renforcer l'attractivité des territoires
6. Refaire du service public un vrai service au public
7. Accompagner la transition écologique

# Redémarrer l'ascenseur social

- **Un sentiment de stagnation qui n'est plus tenable : ce sentiment d'injustice sociale touche 7 Français sur 10**
- **L'ascenseur social en panne : 6 générations (180 ans) pour passer du bas à la moyenne de l'échelle sociale**
- > **Mesures phares proposées**
  - **Attribuer un « capital départ » afin de permettre aux jeunes d'entreprendre leur destin**
    - Prêt contingent (taux zéro) sous conditions de ressources du foyer
    - Utilisable pour un projet de formation, entrepreneurial ou immobilier
    - Remboursable à partir d'un certain niveau de revenu
    - Age et montant à définir

# Redémarrer l'ascenseur social

## > Mesures phares proposées

- Donner accès à tous les actifs à une formation digitale
- Faciliter l'obtention du permis de conduire (VL et PL) [réduire le coût, intégrer le passage du code de la route dans le programme scolaire (niveau lycée)]
- Bourses d'étudiants : promouvoir la possibilité pour les entreprises de prendre en charge tout ou partie du financement de la scolarité d'étudiants qui pourraient les rejoindre
- Faire circuler le patrimoine des plus anciens vers les plus jeunes par les donations : augmenter l'abattement à 150 000 euros et réduire le délai de son application de 15 à 8 ans



## **Booster le pouvoir d'achat**

- **L'amélioration du pouvoir d'achat : principale préoccupation des Français**
  - **68 % des actifs estiment que leur pouvoir d'achat a diminué depuis deux ans**
- > Mesures phares proposées**
- **Baisse d'1 pt de PIB des cotisations salariés**
  - **Prolonger le succès de la prime exceptionnelle en permettant la mise en place par décision unilatérale d'un dispositif d'intéressement pour toutes les entreprises de 1 à 250 salariés avec une exonération d'impôt (CSG-CRDS et IR) sous un plafond de 1000 euros**

# Recoller les morceaux d'une France fragmentée

- **Trajet domicile/travail dans espaces ruraux : 40 km (moyenne)**
- **Des zones isolées, déconnectées ➡ un maillage territorial à retisser**

## > Mesures phares proposées

- **Mettre en place une prime mobilité « domicile-travail » pour les salariés habitant en zones peu denses, prise en charge par l'État, les régions et les employeurs (prévoir une modulation « écologique » de la solution de transport choisie (co-voiturage))**
- **Ouvrir à la concurrence le transport ferroviaire régional dès le 1<sup>er</sup> janvier 2020 dans certaines régions pour redynamiser la desserte des territoires**
- **Mobiliser d'urgence le dernier volet du plan Très Haut Débit, soit un plan de financement de 10 milliards et favoriser le déploiement de la 5G**
- **Inciter au télétravail notamment en cas de pics de pollution ou de difficultés de transport et encourager l'implantation de lieux de coworking : par exemple en exonérant de versement transport les entreprises concernées**

## Desserrer la pression sur le logement

- Les Français déclarent consacrer 38,4 % de leurs dépenses mensuelles à leur budget logement
- 7 Français sur 10 se disent prêts à renoncer à changer d'emploi si cela conduit à augmenter leurs dépenses de logement

### > Mesures phares proposées

- Supprimer les droits de mutation sur les résidences principales d'un montant inférieur à 300 000 euros, et les rendre progressifs au-delà
- Mettre en place une prime de 1000 euros pour l'aide au déménagement des salariés modestes vivant à plus de 30 km de leur travail dont le financement serait à la charge d'Action Logement
- Consacrer les mesures du Plan d'investissement volontaire d'Action Logement notamment à l'amélioration des performances énergétiques des logements, à la rénovation des logements locatifs et à l'aide apportée aux salariés pour se rapprocher de leur lieu de travail
- Améliorer l'offre de logement notamment en mettant à plat la fiscalité locative au travers de l'étude d'un statut fiscal du bailleur privé producteur de services

# Renforcer l'attractivité des territoires

- Une désertification qui a fait perdre en attractivité
- 1 commune sur 2 n'a plus de commerce de proximité
- De 1999 à 2014, la croissance de l'emploi était de 1,4 % par an dans les 12 plus grandes métropoles de province, contre 0,8 % par an sur l'ensemble du territoire

## > Mesures phares proposées

- Favoriser l'attractivité fiscale des territoires en supprimant la cotisation foncière des entreprises (CFE), et en la remplaçant par une part d'un impôt national équivalente. Cela doit s'accompagner d'une revue générale de la fiscalité locale
- Mettre en place un dispositif unique simplifié de zone franche, sur longue durée (10 ans), bénéficiant d'exonérations d'IS et de charges sociales
- Assurer pour l'Outre-mer, un cadre social et fiscal clair, stable, adapté aux spécificités de ces territoires et enfin favorable au développement de l'emploi

# Refaire du service public un vrai service au public

- **Coût de la complexité administrative par an : 3 à 4 % PIB = 60 à 80 Mds €**
- **L'absentéisme de 26 jours dans la fonction publique territoriale/de 17 jours dans le privé**

## > Mesures phares proposées

- **Simplifier et optimiser l'organisation territoriale en systématisant un principe de lisibilité : une ressource fiscale gérée de manière autonome/une ou plusieurs compétences exclusives/un responsable identifié**
- **Développer la notation citoyenne des services publics (indicateurs de performance, publication, accès des données en *open data*)**
- **Alignement des règles public/privé (temps de travail, retraite) comme source d'amélioration de la qualité des services publics**
- **Santé : mettre en place une permanence sous forme de télémédecine dans chaque commune, couplée à un réseau de médecins généralistes et de spécialistes vers lesquels peut être orienté le patient**

# Accompagner la transition écologique

- Un sentiment partagé par les entrepreneurs sur la transition écologique
- Mais un besoin absolu de visibilité et de stabilité pour rentabiliser les investissements à long terme
- Une fiscalité écologique juste, lisible et prévisible est acceptable
- Mais ne doit pas nous mettre hors compétitivité: part des émissions mondiales de la France = 1 %

## > Mesures phares proposées

- Favoriser le « produire en France » en réduisant l'empreinte carbone de nos importations (souveraineté, concurrence équitable)
- « Verdir » les véhicules d'entreprises en pérennisant le dispositif de suramortissement (suramortissement « vert ») pour l'investissement, en élargissant les critères pour qu'il couvre tous les investissements en matière de mobilité moins émettrice